

## Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes

La réponse des camarades Antoine Artous et François Ollivier à mon article de *Critique communiste*<sup>1</sup> me laisse perplexe.

Cet article visait à ouvrir le débat sur une question clé que nous avons, il me semble, quelque peu tendance à éluder : Comment s'explique l'emprise persistante des directions réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ? A quelles conditions, à travers quels processus cette emprise peut-elle être brisée ?

Mon article ne prétendait pas donner une réponse exhaustive, ni même développée, à ces questions, mais entendait poser le problème, indiquer une méthode et des directions de recherche.

### Résumé des chapitres précédents

Deux types « d'explications » sont d'emblée écartés :

– l'« *explication* » *démonologique* : l'emprise des directions traîtres tient principalement à leur virtuosité dans l'art de tromper et de manipuler les travailleurs ;

– l'« *explication* » *objectiviste* : les appareils réformistes expriment de façon adéquate les aspirations réformatrices d'une classe ouvrière embourgeoisée...

Une *méthode d'analyse* est retenue : celle des classiques du marxisme confrontés à la dégénérescence bureaucratique de la IIe Internationale ; un phénomène aussi complexe que le développement du réformisme ouvrier ne saurait être ramené à un

facteur d'explication unique, il renvoie à une pluralité de déterminations : économique (l'expansion impérialiste...), sociale (l'émergence d'une aristocratie et d'une bureaucratie ouvrière...), politique (l'effort systématique d'intégration des « élites ouvrières » à la société et à l'Etat bourgeois, en particulier au moyen du parlementarisme...), idéologique et culturelle (l'importance croissante des « appareils d'hégémonie », producteurs du « consensus social », notamment l'Ecole, les medias, etc.).

Déterminations multiples, mais articulées et hiérarchisées : c'est l'expansion économique qui dégage les moyens et crée les conditions d'une politique complexe d'intégration du mouvement ouvrier. Le rapport entre expansion économique et conscience ouvrière n'est pas « mécanique », direct, mais médié par la pratique historique de lutte que connaissent les travailleurs. Cette pratique n'est pas rigoureusement déterminée par les « conditions objectives ». Elle dépend pour une large part de l'activité des organisations ouvrières.

Mais la conjonction entre expansion capitaliste prolongée et un Etat bourgeois puissant crée des conditions plutôt favorables à l'essor d'une pratique de lutte réformiste au sein du mouvement ouvrier. Pratique qui engendre une mentalité, des illusions, des aspirations réformistes dans les larges couches du prolétariat. La conjonction entre une dépression économique prolongée et une crise de l'Etat crée des conditions plutôt favorables à l'essor d'une pratique de lutte radicale du mouvement ouvrier, propice au développement d'une conscience de classe révolutionnaire. Développement d'autant plus ample et profond qu'un parti ouvrier révolutionnaire s'en fait l'agent actif. Le caractère contradictoire, anarchique, irrationnel du développement capitaliste explique que les phases d'expansion prolongée débouchent sur des phases de stagnation et de crise, propices à l'érosion du réformisme et à la recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Cette méthode étant rappelée, je l'appliquais brièvement au problème posé en introduction : Comment s'explique l'emprise du réformisme aujourd'hui ?

### 1917-1980 : période du « capitalisme agonisant » ?

A. Artous et F. Ollivier se déclarent d'accord avec plusieurs points de mon argumentation, mais très réservés sur certains

autres. Ce qui les choque, en tout premier lieu, c'est le parallèle que je fais entre la période de développement capitaliste relativement soutenu et prolongé de 1880 à 1914 — la « Belle Epoque » — et la période de développement encore plus soutenu et à peine moins prolongé de l'après-Seconde Guerre mondiale (1945-1975). Dans le second comme dans le premier cas, on constate « *une conjonction entre expansion capitaliste et puissance de l'Etat bourgeois, propice au développement du réformisme ouvrier* ».

Procéder à un tel parallèle, assurent Artous et Ollivier, c'est oublier que depuis 1917 nous vivons la période du « *capitalisme agonisant* » ; c'est affirmer au contraire qu'une nouvelle période historique de développement, analogue à celle de 1880-1914, a suivi la période ouverte par la Révolution russe ; c'est peut-être douter de l'actualité des révolutions prolétariennes... Cette caractérisation de la période est lourde d'implications, remarquent Artous et Ollivier, « *notamment en ce qui concerne l'appréciation du réformisme, de ses marges de manœuvre, de son rôle politique* ». Celui-ci est fort différent, comme on sait, sous le capitalisme ascendant et à l'époque de l'agonie du capitalisme... Or c'est bien dans la seconde que nous sommes. « *L'expansion conjoncturelle (sic) du capital dans l'après-guerre ne saurait en aucun cas être considérée comme une nouvelle période historique de développement du capitalisme.* »

Cette première critique appelle trois remarques :

La notion de « *capitalisme agonisant* » a valeur essentiellement descriptive. Elle vise à caractériser la période ouverte par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, non l'état du capitalisme de 1917 à la proclamation de la République universelle des conseils ouvriers.

Elle signifie que le niveau atteint par les antagonismes et la lutte de classe au lendemain de la Première Guerre mondiale — compte-tenu des rapports de force existants — interdit tout développement pacifique et harmonieux du capitalisme, et va plonger nécessairement le monde bourgeois dans des convulsions sans précédent dont l'issue ne peut plus être que la révolution socialiste ou la barbarie fasciste. Elle ne signifie pas que le capitalisme est désormais définitivement voué à la stagnation et à la mort lente.

Souvenons-nous du fameux rapport de Léon Trotsky au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (1921) : Si la classe ouvrière se révèle incapable de s'emparer du pouvoir dans les centres impérialistes et laisse la bourgeoisie diriger pendant deux

ou trois décennies les destinées du monde, la barbarie va se déchaîner sous toutes ses formes. Mais, « *dès qu'une nouvelle division du travail se sera instaurée dans le monde sur ce chemin de souffrance au cours de quinze, vingt, vingt-cinq ans, une nouvelle époque d'essor capitaliste pourrait peut-être commencer* »<sup>2</sup>.

Léon Trotsky était convaincu que cette « *nouvelle époque d'essor capitaliste* » ne verrait pas le jour, resterait une hypothèse d'école, car le prolétariat mondial dirigé par l'Internationale communiste ne laisserait pas l'initiative à la bourgeoisie impérialiste et s'emparerait du pouvoir. C'est pourquoi il caractérise la période des années vingt et trente comme agonie du capitalisme. Mais, il n'est pas pour lui dans la nature du capitalisme d'après 17 d'agoniser quoiqu'il advienne jusqu'à ce que mort s'ensuive.

« L'agonie du capitalisme », si la lutte des classes tourne au désavantage des travailleurs, peut fort bien laisser place à une « *nouvelle époque d'essor* ». Ce sont les dogmatiques — staliens — mais pas seulement — qui ont érigé cette notion descriptive, caractérisant une phase historique précise, en attribut éternel du capitalisme contemporain, dans le cadre d'une conception catastrophiste et économiste de l'évolution sociale. L'avatar la plus grotesque de cette démarche est bien sûr la théorie lambertiste de la stagnation des forces productives depuis 1914.

Pour les marxistes révolutionnaires, il n'y a pas une date fatidique qui coupe l'histoire du capitalisme en deux : avant, la jeunesse et la vigueur, après, la décrépitude et l'agonie. C'est là une périodisation à coup de serpe qui exclut les effets de la lutte des classes sur l'évolution du capitalisme.

Ce n'est donc pas sans surprise (ni appréhension) que je lis sous la plume de Artous et Ollivier : « *Effectivement, il est de tradition pour les marxistes révolutionnaires de distinguer deux périodes historiques dans le développement du capitalisme : celle qui se clôt en 1914 et celle qui s'ouvre en 1917-1918 (...)* caractérisée par Lénine comme celle du « *capitalisme agonisant* » (...) »

### 1945-1975 : une « conjoncture expansive » ?

*Seconde remarque* : Pour bien respecter cette périodisation et souligner que la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ouvre pas de nouvelle période historique — distincte de la période 1917-1943 — dans le développement du capitalisme, Artous et

Ollivier caractérisent à plusieurs reprises la période d'expansion longue de 1945-1975 comme une simple « *expansion conjoncturelle* » dans la période d'agonie du capitalisme ! Curieuse « conjoncture » !, qui s'étale sur trois décennies et, au cours de laquelle, la réalité économique et sociale des *centres impérialistes* s'est davantage modifiée qu'au cours du siècle précédent<sup>3</sup>.

En réalité, comme nous le soutenons depuis longtemps, il ne s'agit nullement d'une « expansion conjoncturelle », mais d'une nouvelle période d'expansion prolongée, d'une « *onde longue à tendance expansive* », comme dit Ernest Mandel, d'un « *troisième âge du capitalisme...* » Le pronostic de Léon Trotsky s'est malheureusement vérifié : les défaites subies par la classe ouvrière sous le « capitalisme agonisant » ont créé les conditions économiques et politiques d'une « nouvelle époque d'essor capitaliste ». L'analyse de cette période nouvelle, de ses ressorts, de ses contradictions, de ses lendemains constitue précisément un des apports essentiels du mouvement trotskyste (principalement d'Ernest Mandel) au développement de la théorie marxiste et à la connaissance du capitalisme contemporain. C'est cet apport qui nous vaut l'accusation de « révisionnistes liquidateurs » de la part des dogmatiques dont la montre s'est définitivement arrêtée en 1938.

Je ne vois pas comment on peut citer à tout propos *le Troisième Âge du capitalisme*, se référer à la « troisième révolution technologique » et prétendre que le capitalisme avancé vient de connaître une simple « conjoncture expansive » semblable à celles de 1921-1929 ou 1932-1938 !

*Troisième remarque* (et la plus importante) : Constater que la capitalisme a connu, dans les *centres impérialistes*, une période d'expansion économique prolongée sans précédent, *comparable dans ses effets politiques sur le mouvement ouvrier* à la période 1880-1914, ce n'est nullement tracer un trait d'égalité entre des deux périodes.

Les « ondes longues à tendance expansive » se suivent (en alternance) mais ne se ressemblent pas : l'expansion capitaliste de 1945-1975 s'inscrit dans un contexte mondial marqué par la destruction du mode de production capitaliste sur un tiers du globe, habité par plus d'un milliard d'hommes. Elle s'est accompagnée d'un déferlement de la révolution coloniale désagrégant les empires occidentaux ; du renforcement numérique, social, politique de la classe ouvrière au sein des métropoles impérialistes et des Etats collectivistes bureaucratiques de l'Est.

Elle ne constitue donc pas une phase d'expansion et de consolidation du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, comme la période d'expansion impérialiste de 1880-1914.

Dans mon article, je compare les deux périodes *sous un rapport* et un seul : les conditions favorables créées dans l'un et l'autre cas à l'essor d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière. Par une lecture abusive, qui se reproduit au moins trois fois dans leur texte, *Artous et Ollivier assimilent cette comparaison sous un rapport, à une identification sous tous les rapports !*

Que Artous et Ollivier se rassurent. Je ne crois pas du tout que nous vivons une nouvelle phase ascendante du capitalisme au niveau mondial... Mon propos était d'étudier les causes de l'emprise persistante du réformisme sur la classe ouvrière d'Occident. J'ai la fraîcheur de croire que, *dans ces pays*, l'expansion sans précédent des trente dernières années, par ses effets directs et induits (politiques, sociaux, idéologiques), a quelque peu contribué à réactiver les croyances en une réforme « graduelle, pacifique, démocratique et légale » de la société.

### La vertu dormitive de l'opium

On ne réfute bien que ce que l'on remplace. Quelle réponse Artous et Ollivier donnent-ils à la question posée par mon article ? Comment expliquent-ils l'emprise des appareils réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ?

*« Pour expliquer ce phénomène, écrivent-ils, il ne faut pas aller chercher des explications du côté de la reconstitution historique d'une conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat favorable à l'épanouissement du réformiste ouvrier, mais principalement dans le processus de développement de la conscience de classe. Lors d'une période de montée, le prolétariat n'accède pas de façon linéaire et quasi spontanée à la conscience révolutionnaire : la conscience de classe se développe de façon inégale ».*

Dans un premier temps, les masses radicalisées viennent grossir les organisations traditionnelles, contrôlées par les bureaucrates réformistes. Voilà pourquoi on constate le développement (d'ailleurs contradictoire) ou la résurgence de l'emprise réformiste sur les travailleurs.

Cette « explication » n'est même pas fausse. Elle est inconsistante. C'est au sens strict une tautologie : Il y a une emprise

réformiste sur le mouvement ouvrier, nous disent Artous et Ollivier, parce que, la conscience de classe se développant de manière inégale, les travailleurs se portent d'abord vers les partis ouvriers traditionnels... contrôlés par les réformistes. Et voilà pourquoi votre fille est muette !

On appréciera la richesse du propos. Une constatation tient lieu d'explication. Du processus de développement de la conscience de classe, désigné pourtant comme la clé du problème, tout ce que disent Artous et Ollivier, c'est qu'il est inégal. Ils ne se donnent pas la peine d'indiquer ses déterminations objectives. Comme si la conscience de classe se développait dans le vide, selon des lois purement internes.

Les camarades n'ignorent pourtant pas que *c'est l'être social qui détermine la conscience*, et qu'on ne peut étudier le processus de développement de la conscience ouvrière, sans tenir le plus grand compte des réalités économiques, sociales, politiques, idéologiques qui conditionnent la pratique historique de lutte des travailleurs.

Non seulement, dans leur article, Artous et Ollivier négligent cette préoccupation, mais ils la présentent comme inutile, voire suspecte : *« Justement parce que nous ne sommes pas avant 14, écrivent-ils, il n'y a pas de place objective pour l'enracinement d'une politique réformiste »* ! La confiance, plus ou moins conflictuelle, que la majorité des travailleurs conserve envers les directions réformistes ne relève donc que de l'immatunité...

C'est parce que je sais que ce genre de raisonnement existe, que j'ai pris la peine d'évoquer longuement, dans mon article, la méthode d'analyse du réformisme mise en œuvre par Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky... Aucun ne se contente d'observer que le *« développement de la conscience de classe est inégal et, qu'en période de montée, les travailleurs se portent d'abord vers les organisations traditionnelles »*. Tous s'efforcent de donner un contenu concret à ces considérations formelles et ahistoriques, en recherchant dans les conditions objectives et subjectives de la lutte des classes les racines et les contradictions de l'emprise réformiste...

### **A propos du confort des marges**

Selon Artous et Ollivier, ma méthode d'approche erronée du réformisme se sanctionne immédiatement par tout un chapelet de conséquences.

En premier lieu, elle m'amènerait à me « *planter magistralement sur la conjoncture* ». Dans mon article, je prétends que le « *caractère rampant, graduel de la crise, maintient la contradiction entre masses et appareils réformistes dans les limites qui laissent aux appareils de confortables marges de manœuvre* ».

Artous et Ollivier estiment, quant à eux, que « *cette contradiction n'est pas explosive en permanence* ». Question de définition. Tout dépend de ce qu'on entend par « *marges de manœuvre confortables* ». Je n'ai aucun goût pour les querelles de vocabulaire. Pour moi, un appareil réformiste dispose de marges de manœuvre confortables dans la maîtrise de sa contradiction avec les secteurs combatifs de la classe, lorsqu'il peut imposer une politique anti-ouvrière, sans le payer à court terme par des débordements massifs, une désaffection militante et électorale sensible et durable, une forte différenciation interne profilant le risque de scission.

J'admets volontiers que les marges de manœuvre des directions réformistes, surtout en Europe méridionale, se sont considérablement réduites par rapport à ce qu'elles étaient dans les années cinquante-soixante, et qu'elles se réduiront encore. Mais, je prétends qu'elles restent néanmoins confortables, dans la mesure où le capital de confiance, d'autorité dont jouissent les appareils est loin d'être épuisé ; qu'il existe encore un espace pour une politique réformiste : un réformisme certes en retrait, fondé sur l'union sacrée contre la crise, en vue de conserver au pays son rang et à la classe ouvrière son statut de prolétariat de nation économiquement développée. Bref, je suis totalement en désaccord avec Artous et Ollivier lorsqu'ils écrivent : « *Justement parce que nous ne sommes pas avant 14, il n'y a pas de place objective... pour l'enracinement d'une politique réformiste* ».

A l'appui de leur argumentation, Artous et Ollivier invoquent les difficultés du PCI, du PCE, des partis et syndicats réformistes français face à la résistance ouvrière au plan Barre.

*Précisément* : confronté au mouvement social le plus puissant et le plus avancé de l'après-guerre, le PCI est parvenu à imposer une politique d'austérité à la classe ouvrière italienne, de soutien au gouvernement démocrate-chrétien, sans se heurter à une vague de débordements ouvriers, comme celles de 1968-1969 et 1975. Certes, il n'a pu imposer, loin de là, tout ce qu'il souhaitait ; il a dû tenir compte du haut niveau de combativité et d'organisation de larges secteurs. Ses marges de manœuvre

vre ne sont pas illimitées, ni même comparables à ce qu'elles étaient avant 1968. Mais, elles sont loin d'être nulles.

La résistance ouvrière à la stratégie du compromis historique a été réelle, mais limitée par rapport à ce à quoi on pouvait s'attendre, compte tenu du niveau exceptionnellement élevé du mouvement de masse en Italie. Il faudrait en faire le bilan précis dans ces colonnes. En tous les cas, elle a été insuffisante pour empêcher le PCI de monter en première ligne dans la défense du capitalisme italien. L'opposition de masse au bloc PCI-DCI est venue de la jeunesse étudiante et sans emploi, au printemps 1977, c'est-à-dire d'une couche de la population dont les appareils réformistes ont perdu le contrôle depuis au moins 1968.

Tous les sondages donnent le PCI en recul aux prochaines élections législatives, mais principalement dans le Sud, où il avait gagné près de dix points en 1976, et non dans le « triangle industriel » (Turin-Gênes-Milan). La « gauche syndicale », au sein de la CGIL, est déliquescente, de même que la « gauche eurocommuniste », au sein du PCI.

*« C'est la non-existence d'une direction révolutionnaire (même minoritaire) qui permet de comprendre en Italie le fait que les contradictions entre des secteurs très importants de la base et la direction du PCI ne s'expriment pas de façon beaucoup plus explosive »,* écrivent Artous et Ollivier. Certes. Mais la direction révolutionnaires n'existait pas d'avantage en 1968-69, quand la politique des appareils réformistes a été activement désavouée par des millions de travailleurs s'organisant en conseils d'usine pour imposer leurs revendications. Elle n'existait pas davantage en 1975. Le problème est d'expliquer pourquoi des débordements massifs et durables ont eu lieu alors, et pas en 1976-78, lorsque le PCI prêchait l'ascétisme aux ouvrier et le soutien à l'Etat démocrate-chrétien, armée et police incluses !

*« Quant à la résistance aux 3 plans Barre... nous ne voulons pas insister trop lourdement sur la situation actuelle en France »,* disent charitablement Artous et Ollivier. Ils ont tort, ils devraient. Ils constateraient que malgré une offensive anti-ouvrière sans précédent ; malgré l'existence d'une extrême gauche à dominante trotskyste rompue aux subtilités du front unique ouvrier ; malgré un rapport de forces entre les classes nettement plus favorable que celui qui prévalait avant 68 ; malgré la présence d'un PC et d'une CGT en perte de vitesse, contraints à la surenchère face à la social-démocratie montante ; les directions

réformistes parviennent à conserver le contrôle du mouvement, à le diviser, le morceller, le canaliser vers l'échéance des élections présidentielles.

Certes, les rapports entre masse et appareils se sont modifiés, les contradictions se sont exacerbées. Nous l'avons souvent souligné dans cette revue<sup>4</sup>. Des situations de débordements partiels et généralisés se sont déjà produits et se reproduiront encore à plus grand échelle.

Mais gardons-nous de sous-estimer les capacités de manœuvre que conservent les directions réformistes, comme nous n'avons traditionnellement que trop tendance à le faire. Si notre objectif est bien d'aider au débordement des appareils, de promouvoir une pratique anticapitaliste de lutte, rien ne sert de se masquer les difficultés à vaincre sur cette voie. Il faut au contraire tenter d'en prendre la mesure, aussi lucidement que possible.

#### De la lecture « sur-interprétative ! »

Autre critique d'Artous et d'Ollivier :

J'érigerais les crises des années vingt et trente en « *modèle de la crise révolutionnaire* » et je les réduirais à « *des crises d'effondrement de l'Etat* ». Tout le dernier tiers de leur réponse est consacré à réfuter ces prétendues assertions.

Il s'agit intégralement d'un faux procès, comme on peut s'en assurer non seulement à la lecture de l'article incriminé, mais de tous ceux que j'ai publiés dans cette revue, en particulier dans le débat avec les eurocommunistes<sup>5</sup>.

Je me serais dispensé d'en débattre — pas plus que je ne veux discuter l'absurde accusation de « mécanisme » qu'avancent Artous et Ollivier — si ce procès ne révélait une méthode de lecture éminemment subjective qui se manifeste à plusieurs reprises dans la réponse des camarades.

Dans mon article, j'écris : « *La désagrégation de l'emprise réformiste... implique une crise objective du système sans commune mesure avec celle qu'il connaît aujourd'hui ; une crise de l'ampleur de celle des années vingt et trente, inculquant aux travailleurs l'inanité de leurs espoirs réformistes* ». Je fais donc clairement référence à *l'ampleur* des crises de l'entre-deux-guerres, à leur intensité, nullement à leur *type*. On ne peut en aucun cas déduire de cette citation que j'érige les crises de 1917-1923, ou 1929-1933 en « modèle » des crises révolutionnaires à venir. C'est pourtant ce que font Artous et Ollivier,

de même qu'ils déduisent de mon parallèle entre les « ondes longues à tendance expansive » de 1880-1914 et 1945-1975 que je défends la thèse du « capitalisme ascendant » ; de même qu'ils décèlent dans mon intérêt pour les conditions objectives du réformisme une conception « objectiviste » du développement de la conscience de classe, « *liant mécaniquement niveau de conscience et misère ouvrière* »<sup>6</sup>. Lecture orientée, « surinterprétative », d'autant plus inquiétante qu'elle est sans doute de bonne foi.

### Ne pas désespérer Guéménée !

Qu'est-ce qui dans mon article choque tant Artous et Ollivier, et leur commande de faire flèche de tout bois ?

Sans doute le sentiment que je surestime la profondeur de l'emprise réformiste sur les travailleurs d'Europe occidentale, que j'en sous-estime les contradictions et, partant, nos possibilités de battre en brèche cette emprise dans un avenir prévisible, bref que je succombe au pessimisme, voir au défaitisme. Que mes propos risquent de « désespérer Guéménée »...

Je ne vois pas ce qui dans mon article peut justifier de telles appréhensions. J'ai dit — et je maintiens — que l'emprise réformiste sur la classe ouvrière occidentale est profonde ; qu'elle ne repose pas seulement sur la virtuosité manipulatrice des appareils (au demeurant indéniable), ni sur l'immaturité des masses, mais sur une mentalité réformiste positive, une conscience ouvrière réformiste, confortée au sein de larges secteurs des masses par trente années de pratique réformiste des luttes. Les « marges de manœuvre » dont disposent les appareils réformistes s'expliquent largement par l'existence de cette mentalité. Ce ne sont pas seulement les appareils qui craignent l'épreuve de force avec la bourgeoisie, souhaitent faire l'économie d'une guerre civile, prétendent atteindre les objectifs par une voie lente mais sûre. Ce sont de larges secteurs des masses, et de l'avant-garde ouvrière, elles-mêmes.

Seule une longue période de crise approfondie du système, acculant les travailleurs à une pratique de lutte anticapitaliste prolongée et de grande envergure peut battre en brèche cette mentalité réformiste aujourd'hui majoritaire, et porter la contradiction entre masses et appareils à incandescence. A condition que les marxistes révolutionnaires soient à même

de promouvoir une pratique de lutte révolutionnaire, alternative à celle des directions réformistes.

Tout indique que, depuis le retournement de tendance des années soixante-dix, nous sommes engagés dans une telle période. Quelle que soit l'issue des mobilisations de printemps contre le plan Barre III, de nouvelles luttes de plus vaste ampleur encore ne manqueront pas d'éclater dans les mois et les années à venir, en riposte aux offensives bourgeoises de toute nature visant à reconstituer le taux de profit. Comme je le souligne longuement dans mon article du numéro 26, la rationalisation capitaliste partielle réalisée sous l'égide des Etats nationaux au cours des trente dernières années, débouche comme toujours sur un désordre accru au niveau du marché mondial, amenant peu à peu des dérèglements majeurs (crise du système monétaire, vulnérabilité croissante du système de crédit, inefficacité croissante des techniques anticycles, etc.).

Nous sommes entrés dans une « *période de croissance lente, voire de stagnation, entrecoupée de récessions graves et de reprises hésitantes... Les crises économiques, sociales, politiques, militaires, se succéderont. Sur chacune d'entre elles flottera en permanence le nuage sombre d'un risque de panique bancaire et d'effondrement du système international de crédit* »<sup>7</sup>.

Période de luttes de classe intenses, néfaste aux illusions réformistes et propice au développement d'une conscience de classe révolutionnaire parmi les travailleurs, d'un pôle marxiste révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier.

Je ne vois pas ce que ces considérations ont de défaitiste. Sauf à considérer comme « défaitiste » toute analyse qui n'érige pas nos désirs en réalités : Moi aussi, je préférerais que l'emprise des appareils réformistes sur les travailleurs d'Occident ne soit qu'un effet passager du développement inégal de la conscience de classe...

Les marxistes révolutionnaires traversent aujourd'hui une phase difficile. Certains de leurs pronostics de l'immédiat après-Mai ne se sont pas vérifiés, ou très imparfaitement : une « large avant-garde ouvrière à caractère de masse », défiante vis-à-vis des partis réformistes traditionnels, ne s'est pas stabilisée dans un cadre autonome sur la gauche des PC. De nouvelles crises prérévolutionnaires n'ont pas éclaté au milieu des années soixante-dix dans les vieilles démocraties d'Europe occidentale...

La tentation est grande, dès lors, au lieu d'examiner sérieusement les raisons de ces infirmités, de donner tort à la

réalité et de réfugier dans la belle cohérence de constructions dogmatiques. La résurgence de thèmes comme le « capitalisme agonisant », la réduction de la période 1945-1975 à une simple « conjoncture expansive », me semblent être des symptômes inquiétants de cette attitude. Il n'y a pas pour nous de danger plus grand.

La nouvelle période historique dans laquelle nous sommes engagés requiert des marxistes révolutionnaires un effort d'élaboration réellement original, non l'adaptation au goût du jour des formules des années trente (quand bien même il faut les connaître et s'en inspirer). Ce qui a fait la force de notre mouvement jusqu'à ce jour, c'est précisément sa relative fécondité théorique. C'est aussi ce qui lui a valu la haine et le mépris des sectes dogmatiques. Puisse cette fécondité demeurer et s'accroître en fonction des problèmes nouveaux que nous pose le dernier quart du XXe siècle — siècle, comme on sait des guerres et des révolutions !.

Henri Weber

#### NOTES

1. « De l'emprise des directions traîtres », *Critique communiste*, no 26, p. 39 à 52.
2. Léon Trotsky : « Rapport au IIIe Congrès de l'IC » in *Les Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste* éd. Maspero, cité et commenté par Ernest Mandel in *Le Troisième Age du capitalisme*, 10/18, T. 1, p. 430.
3. De 1938 à 1975 en France (INSEE), la productivité du travail a été multipliée par 3, 6 ; le produit national brut par 4 ; le revenu national réel moyen par tête par 3...
4. Et je le rappelle d'ailleurs dans mon article, page 47 : « *Le désenchantement à l'égard des directions réformistes s'est nourri des expériences de Mai-68 et de mars 78* », etc.
5. Cf. le dernier en date : « Mai 68, une répétition générale ? », in *Critique communiste*, no 23, juin 1978, p. 26-27 : « *Il semble toujours exclu que les crises pré-révolutionnaires à venir soient des crises d'effondrement de l'économie et/ou de l'Etat. Ce seront des crises du type 1936 ou 1968, non du type 1918, 1929 ou 1945... Parler de typologie des crises révolutionnaires, c'est admettre encore qu'il n'existe pas un modèle universel de conquête du pouvoir, mais divers types de processus révolutionnaires, réellement distincts...* ».
6. Alors que dans mon article, j'insiste longuement sur le fait que « *l'expansion impérialiste renforce l'efficacité des divers mécanismes intégrateurs de la société bourgeoise... elle accroît le rendement des divers appareils d'hégémonie, en particulier des appareils idéologiques, producteurs du « consensus », Par ce biais, elle renforce l'adhésion de larges couches populaires au système (pas seulement, voir même pas principalement, les couches supérieures du prolétariat)...* » p. 43.
7. Ernest Mandel : « Récession aux USA ou nouvelle récession internationale ? » *Inprecor*, no 41-42, 30 décembre 1978.